

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - SEPTEMBRE 2021 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin septembre 2021 s'est soldée par un déficit budgétaire de 42,4 MM.DH, contre 43,5 MM.DH à la même période de 2020.

Cette situation devrait être analysée en tenant compte :

- d'un effet de base lié à l'impact sur les recettes fiscales de l'arrêt brutal de l'activité en 2020, notamment durant la période du confinement ;
- de l'excédent de 8 MM.DH à fin septembre 2020 du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie Covid-19 ;
- du redressement de l'activité économique observé durant l'année en cours, en relation notamment avec la bonne campagne agricole, le raffermissement de la demande intérieure et le déroulement de la campagne de vaccination dans des conditions favorables ;
- de l'assouplissement relatif, à partir du mois de juin, des mesures de restriction sanitaires ;
- du renchérissement des cours internationaux des produits énergétiques, notamment le gaz butane.

RECETTES

Affermissement des recettes fiscales

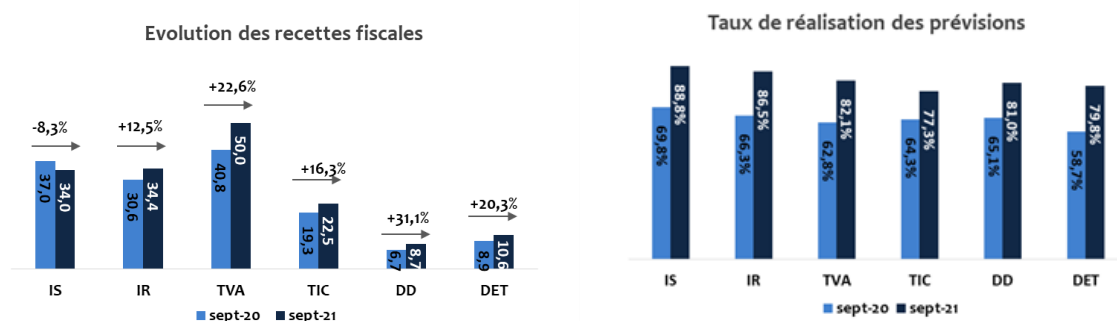
...

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 19,6 MM.DH comparativement à fin septembre 2020 et un taux de réalisation de 78,5% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF).

Les recettes fiscales ont affiché une évolution favorable, à l'exception de l'IS qui a reculé de 3,1 MM.DH ou 8,3%, en relation notamment avec la baisse de l'activité en 2020. Globalement, les recettes fiscales se sont inscrites en hausse de 15,2 MM.DH ou 10,3%, permettant ainsi un taux de réalisation de 83,1%. Cette augmentation est de 18,9 MM.DH ou 12,8%, si l'on tient compte de la contribution de solidarité affectée, en 2021, au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux ont pour leur part atteint un montant de 5,5 MM.DH, soit quasiment le même niveau qu'à fin septembre 2020.

Les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Amélioration de l'IR de 3,8 MM.DH ou 12,5% sous l'effet notamment des recettes générées par l'IR sur salaire (+1,3 MM.DH) et sur les profits fonciers (+896 M.DH) ainsi que par les deux opérations de régularisation spontanée de la situation fiscale du contribuable qui ont rapporté près de 836 M.DH ;
- Hausse des recettes de la TVA à l'intérieur de 2,8 MM.DH ou 17,8%, tirée par la poursuite de la reprise de la consommation des ménages ;
- Progression de la TVA à l'importation de 6,4 MM.DH ou 25,8%, des taxes intérieures de consommation de 3,2 MM.DH ou 16,3% et des droits de douane de 2,1 MM.DH ou 31,1%, en liaison respectivement avec la progression des importations (+23,6% à fin août) et des mises à la consommation ;
- Progression des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre de près de 2 MM.DH ou 20,3%.



... et hausse des recettes non fiscales

Pour leur part, les recettes non fiscales se sont établies à 20,7 MM.DH contre 16,9 MM.DH à fin septembre 2020. Ces recettes proviennent à hauteur de 9,2 MM.DH des produits versés par les établissements et entreprises publics, notamment l'OCP (4,1 MM.DH) et l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie (2,5 MM.DH), à hauteur de 5,4 MM.DH des recettes de cessions de participations de l'Etat et à hauteur de 6,1 MM.DH des « autres recettes ».

Les recettes de cessions de participations de l'Etat portent sur les cessions de 35% du capital de Marsa Maroc (5,3 MM.DH) et de la totalité de la participation de l'Etat dans le capital de la société « Foncière Université Internationale de Rabat » (110 M.DH).

DEPENSES

Augmentation des dépenses...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de 13,7 MM.DH ou 7,8% et un taux d'exécution de 76,7%.

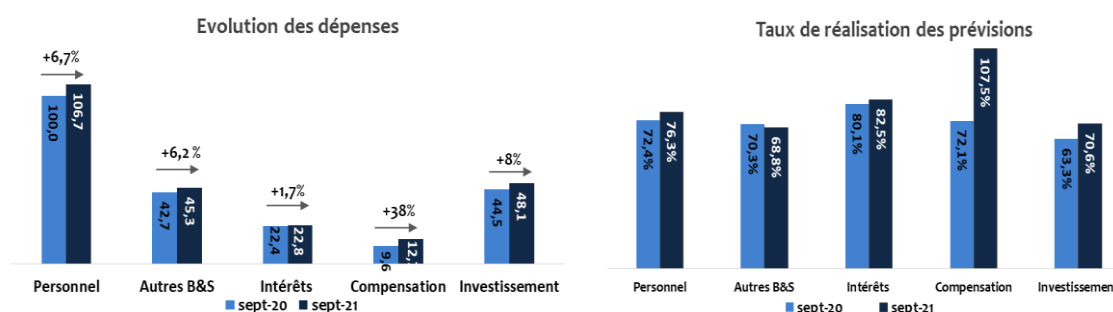
Cette évolution par rapport à fin septembre 2020 s'explique principalement par la hausse des dépenses de biens et services de près de 9,3 MM.DH, attribuable à hauteur de 6,7 MM.DH aux dépenses de personnel, notamment sous l'effet des rappels et des mesures de la 3^{ème} tranche de l'augmentation des salaires décidée en 2019 dans le cadre du dialogue social, et à hauteur de près de 2,6 MM.DH aux « autres biens et services ».

La charge de la compensation a augmenté, quant à elle, de 4 MM.DH en liaison notamment avec la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 583 \$/T contre près de 357 \$/T un an auparavant.

Les intérêts de la dette se sont inscrits en hausse de 0,4 MM.DH, recouvrant une augmentation de 554 M.DH des intérêts de la dette extérieure et une légère baisse de ceux afférents à la dette intérieure (-177 M.DH).

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 3,4 MM.DH contre -9,3 MM.DH à fin septembre 2020, soit une amélioration de 5,9 MM.DH.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 48,1 MM.DH, contre 44,5 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2021, leur taux de réalisation s'est chiffré à 70,6%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 9 MM.DH contre 10,3 MM.DH à fin septembre 2020.

A noter que les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 3,7 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale en vertu de la LF 2021.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 14,6 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 57 MM.DH.

Ce besoin a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure et la mobilisation de financements extérieurs pour des flux nets respectifs de 49,6 MM.DH et 7,4 MM.DH, ainsi que par la hausse des dépôts au Trésor pour un montant de 13,9 MM.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 107 MM.DH, contre 119,3 MM.DH au titre de la même période de 2020, et des remboursements en principal pour 73,8 MM.DH, contre 74,2 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 14,2 MM.DH, contre 32,3 MM.DH à fin septembre 2020, et des amortissements de 6,8 MM.DH contre 5,7 MM.DH un an auparavant.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Septembre	Loi de finances	Septembre	Septembre 2021 / Septembre 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	166.406	236.907	185.971	11,8%	19.564	78,5%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	166.406	232.907	180.556	8,5%	14.149	77,5%
Recettes fiscales	147.334	195.578	162.506	10,3%	15.172	83,1%
- Impôts directs	70.802	80.112	69.536	-1,8%	-1.266	86,8%
- Impôts indirects	60.112	89.970	72.493	20,6%	12.381	80,6%
- Droits de douane	6.652	10.768	8.722	31,1%	2.070	81,0%
- Enregistrement et timbre	9.768	14.729	11.755	20,3%	1.987	79,8%
Recettes non fiscales	16.925	38.029	20.726	22,5%	3.801	54,5%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	7.859	17.118	9.201	17,1%	1.342	53,8%
- Autres recettes	9.066	16.912	6.110	-32,6%	-2.956	36,1%
- Cession de participations de l'Etat	0	4.000	5.415	-	5.415	-
Recettes de certains CST	2.147	3.300	2.739	27,6%	592	83,0%
- Fonds de soutien des prix	191	600	184	-	-7	30,7%
- Fonds spécial routier	1.956	2.700	2.555	30,6%	599	94,6%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	209.861	308.038	228.412	8,8%	18.551	74,2%
DEPENSES ORDINAIRES	175.664	246.938	189.372	7,8%	13.708	76,7%
Biens et services	142.662	205.710	151.982	6,5%	9.320	73,9%
Personnel (1)	99.991	139.860	106.685	6,7%	6.694	76,3%
Autres biens et services	42.671	65.850	45.297	6,2%	2.626	68,8%
Dette publique (2)	22.446	27.678	22.823	1,7%	377	82,5%
Intérieure	19.832	23.560	19.655	-0,9%	-177	83,4%
Extérieure	2.614	4.118	3.168	21,2%	554	76,9%
Compensation (3)	10.556	13.550	14.567	38,0%	4.011	107,5%
SOLDE ORDINAIRE	-9.258	-10.031	-3.402	-63,3%	5.856	33,9%
INVESTISSEMENT	44.527	68.100	48.072	8,0%	3.545	70,6%
dont Fonds spécial routier	1.057	2.700	1.883			69,7%
SOLDE DES CST (4)	10.330	7.000	9.032	-12,6%	-1.298	129,0%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-43.454	-71.131	-42.441	-2,3%	1.013	59,7%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-5.488		-14.563		-9.075	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-48.943	-71.131	-57.004	16,5%	-8.062	80,1%
FINANCEMENT INTERIEUR	22.272	36.780	49.617		27.346	134,9%
Endettement intérieur	45.012		33.155		-11.857	
Autres opérations	-22.740		16.462		39.202	
FINANCEMENT EXTERIEUR	26.671	34.351	7.387		-19.284	21,5%
Tirages	32.334	41.000	14.162		-18.172	34,5%
Amortissements	-5.663	-6.649	-6.775		-1.112	101,9%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Septembre	Loi de finances	Septembre	Septembre 2021 / Septembre 2020		Taux de réalisation
	2020	2021	2021	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	147.334	195.578	162.506	10,3%	15.172	83,1%
Impôts directs	70.802	80.112	69.536	-1,8%	-1.266	86,8%
Taxe professionnelle	220	69	133	-39,5%	-87	193,9%
Impôt sur les sociétés (I.S)	37.032	38.236	33.959	-8,3%	-3.073	88,8%
Impôt sur le revenu (I.R)	30.603	39.797	34.418	12,5%	3.815	86,5%
Contribution de solidarité sur les bénéfices	2.139	0	77	-96,4%	-2.062	-
Taxe urbaine/d'habitation	22	34	17	-22,7%	-5	50,0%
Majorations	769	1.924	914	18,9%	145	47,5%
Autres impôts directs	17	52	18	5,9%	1	34,6%
Impôts indirects	60.112	89.970	72.493	20,6%	12.381	80,6%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	40.791	60.907	50.018	22,6%	9.227	82,1%
(Intérieure)	16.040	24.714	18.888	17,8%	2.848	76,4%
(Importation)	24.751	36.193	31.130	25,8%	6.379	86,0%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	19.321	29.063	22.475	16,3%	3.154	77,3%
(Tabacs)	7.804	11.211	8.744	12,0%	940	78,0%
(Produits énergétiques)	10.191	15.926	12.048	18,2%	1.856	75,6%
(Autres)	1.326	1.926	1.684	27,0%	358	87,4%
Droits de douane (D.D)	6.652	10.768	8.722	31,1%	2.070	81,0%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	9.768	14.729	11.755	20,3%	1.987	79,8%
RECETTES NON FISCALES	16.925	38.029	20.726	22,5%	3.801	54,5%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	7.859	17.118	9.201	17,1%	1.342	53,8%
- Autres recettes	9.066	16.912	6.110	-32,6%	-2.956	36,1%
- Cession de participations de l'Etat	0	4.000	5.415	-	5.415	-
Recettes de certains CST	2.147	3.300	2.739	27,6%	592	83,0%
Fonds de soutien des prix	191	600	184	-	-7	30,7%
Fonds spécial routier	1.956	2.700	2.555	30,6%	599	94,6%
RECETTES ORDINAIRES	166.406	236.907	185.971	11,8%	19.564	78,5%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	166.406	232.907	180.556	8,5%	14.149	77,5%